



**Procès-verbal du Conseil Académique**  
**Réuni le mardi 18 décembre**  
**Sous la présidence de M. Noel DIMARCQ**  
**Vice-Président Recherche**  
**Et la coprésidence**  
**de M. Stéphane AZOULAY**  
**Vice-Président Formation**

**N°16/2020**

**ÉTAIENT CONNECTÉS :** Mme ADAM Carine, M. ALLEGRET Jean-Pierre, Mme AYERBE Cécile, Mme BATAZZI Claudine, Mme BERTONE Manuela, Mme BERTRAND Marie-France, M. BIZIOU Michaël, Mme BLAY-FORNARINO Mireille, Mme BOISSELIER Pauline, M. BONCOMPAGNI Éric, M. BOUISSOU Stéphane, M. BORGESE Franck, M. BURGER Alain, M. BURRONI Gaël, M. CASSAM-CHENAÏ Patrick, M. CRISTOFARI Gaël, M. DELLAMONICA Jean de 9H00 à 10H20, Mme DEMARIA Samira, M. DOUAI Ali jusqu'à 9H30 et à compter de 10H30, Mme FEDELE Carine, Mme FERAUD Aurélie jusqu'à 9H45, Mme GIACALONE Marjorie, Mme GUIZOUARN Hélène, Mme GWIZDEK Carole, Mme HAYOTTE Meggy, Mme HERITIER Camille, Mme HUEBER Anne-Odile, M. LECOUTEUX Guilhem, M. LEGRAND Olivier, Mme MIGLIACCIO Claire, M. MORETTI Laurent, M. MOSCU Mircea, Mme N'AIT BOUDA Faïza, M. PELLEGRINETTI Jean-Paul, M. RASSE Paul, Mme ROMERO Margarida, M. ROSSO Thierry, M. ROULEAU Matthieu, M. SERRANO Benjamin, Mme SESSA Virginie, M. THOMIN Jean-Louis, Mme VAN DE WIELE Nathalie, M. VEZIAN Anthony, Mme WALLISER Elisabeth, M. ZUCKER Arnaud,

**AVAIENT DONNÉ PROCURATION :** Mme BARBIER Claire et M. BLANC Frédéric à Mme FEDELE Carine, Mme CHRISTIANS Elisabeth et Mme D'ARRIPPE LONGUEVILLE Fabienne à M. DIMARCQ Noël, M. DOUAI Ali à M. LECOUTEUX Guilhem de 9H30 à 10H30, Mme EL SAYED Eva et M. ESPALLARGAS Jean-Philippe à M. VEZIAN Anthony, M. CAILLER Bruno à Mme N'AIT BOUDA Faïza, Mme GIBART Laetitia à M. BURRONI Gaël, Mme HAYOTTE Meggy à Mme BOISSELIER Pauline, M. SIIRIAINEN Fabrice à Mme AYERBE Cécile, Mme TURK Pauline à Mme WALLISER Elisabeth,

**ÉTAIENT ABSENTS :** M. BRUNY Rémy, Mme CEREZO Delphine, M. COURDE Clément, Mme COURTIN Christine, M. DA SILVA NEVES Florentino, M. DEMESLAY Christopher, M. DIEDERICHS Thibault, M. GARCIA Dimitri, M. GESBERT David, M. GOSSELET Ryan, M. HACHEM Elie, M. HASSANALY-GOULAMHOUSSEN Rahim, Mme HOUARA Inès, Mme LASRY Sarah-Kelly, Mme MALE Margaux, Mme PERALDI-FRATI Marie-Agnès, M. PETIT Éric, Mme PLOUVIEZ Mélanie, M. RABIER Quentin, M. REVELLI Gabriel, M. ROUSSEAU Sylvain, M. SOFIA Pierre Niccolo,

**INVITÉS CONNECTÉS :**

**En première partie :** M. ALIOUAT Boualem, M. ATTANASI Giuseppe, M. BENEL Jérémie, M. BOISSE Jean Christophe, M. CREMOUX Pascal, M. DEBOS Franck, Mme DENUELLE Marianne, M. DONATI Léo, Mme MANEAU Isabelle, Mme MARCHANDE Nadine représentant M. SAVASTA Marc, Mme MEAZZI Barbara représentant M. TRUBERT Jean-François, M. MONTAGNAT Johan, Mme WATINE Marie-Albane

**En seconde partie :** Mme ZERMATI Johanna.

M. AZOULAY ouvre la séance à 13H30.

Il est demandé, en préambule, aux conseillers présents de se connecter tour à tour avec leur caméra afin qu'il soit procédé à leur identification.

*Conseil Académique n°16 du 18 décembre 2020*

## I.- Vie Institutionnelle

### I.1.- Approbation du procès-verbal du 24 novembre

Aucune remarque sur ce PV n'est formulée.

**Le PV présenté est validé avec 50 voix pour et 3 abstentions.**

## II.- Formation

### II.2.- Créations/Modifications de diplômes d'établissement

M. AZOULAY informe en préambule, que suite aux questions qui se sont posées lors des derniers conseils concernant ce type de formation, une note a été adressée aux composantes leur précisant les modalités de montage des dossiers et les points critiques à vérifier. Il informe également que suite aux précédents échanges en Conseil les DU «Entrepreneuriat » et « DeepTech » seront représentés et remis au vote lors d'un prochain CAC.

#### II.2.1- Création du MSc Affluencers & Luxury business

M. AZOULAY accueille le Pr Giuseppe ATTANASI enseignant-chercheur en sciences économiques, rattaché au GREDEG et porteur du projet de cette formation.

M. ATTANASI présente le projet de création de ce Master of Science (cf document joint) qui s'inscrit dans la perspective initiée par le CoCoLab (Complexity and Cognition Lab) de créer des parcours interdisciplinaires entre l'économie expérimentale et comportementale et d'autres domaines rattachés à la Maison des Sciences Humaines et Sociales tels que la psychologie ou la sociologie. Dans ce cadre, les enseignants-chercheurs du CoCoLab se sont intéressés au phénomène émergent des « Affluencers » dont l'impact est très fort sur la consommation, en particulier des biens de luxe.

M. ATTANASI présente ensuite la structure du diplôme avec un tronc commun de compétences fondamentales et la possibilité de deux options de parcours (Glamtech : Digital Business/Marketing skills et Glamtech : Digital Analysis skills). Le diplôme est construit classiquement avec des cours sur le semestre impair et deux périodes de stages sur les semestres pairs. Les objectifs scientifiques se déclinent en 5 thématiques : « Identifier les Affluencers et leur système d'influence » ; « Détecter les signaux faibles et les tendances » ; « Comprendre les nouvelles données et les émotions suscitées par le digital » ; « Prédire Les comportements futurs des consommateurs » ; « Elaborer les stratégies Go-to Market pour les marques et pour les investisseurs ». Il est souligné qu'il n'y a pas de master au niveau européen qui traite des compétences liées à l'ensemble de ces thématiques. Il fait ensuite part d'enjeux scientifiques très sophistiqués s'inscrivant toujours dans une approche transdisciplinaire.

Le recrutement des étudiants constitue trois cohortes ayant acquis des compétences complémentaires selon leur provenance. Il est précisé qu'au moins la moitié des étudiants attendus dans la formation dispensée en langue anglaise devrait provenir d'un recrutement à l'international.

M. ATTANASI souligne enfin la transdisciplinarité qui constitue la singularité de la formation et qui aura vocation à alimenter la recherche.

M. AZOULAY propose que les rapporteurs fassent part de leurs questions éventuelles.

Un des rapporteurs fait part de ses interrogations sur les débouchés qui seront offerts aux étudiants à l'issue de la formation et souhaite savoir s'ils auront vocation à mener à un travail de recherche autour du phénomène des Affluencers ou bien à devenir eux-même des Affluencers. M. ATTANASI répond qu'ils n'auront pas vocation à devenir des Affluencers mais selon le parcours choisi ils pourront soit intégrer des entreprises afin d'aider à l'analyse des données et à la construction de stratégies de marketing soit s'orienter vers la recherche. Le rapporteur objecte que pour la partie professionnalisante il existe déjà, à UCA, des formations de ce type. M. ATTANASI répond que les formations existantes en marketing ne permettent pas d'acquérir des compétences suffisantes au niveau de l'analyse des données. Il ajoute que ce sont les entreprises qui se sont rapprochées de l'établissement pour que soit créée ce MSc délivrant des compétences très spécifiques. Le rapporteur s'interroge sur l'approche pédagogique et sur la

*Conseil Académique n°16 du 18 décembre 2020*

manière dont pourra être acquise une connaissance approfondie de l'analyse des données dans la mesure où l'essentiel des cours prendra la forme de cours magistraux et notamment de séminaires. M. ATTANASI précise que des TD et des TP seront intégrés aux séminaires et que des interactions entre étudiants et enseignants se mettront en place afin de mieux répondre aux besoins spécifiques des étudiants compte tenu des compétences qu'ils ont déjà acquises. Le rapporteur fait enfin part de ses doutes sur l'autofinancement car l'équilibre financier nécessiterait l'inscription de 30 étudiants dont la moitié se situerait dans les tranches les plus hautes du barème d'imposition.

M. AZOULAY précise que les MSc IDEX bénéficient pendant 4 années d'un accompagnement financier et qu'ils disposent donc d'un délai de 4 ans pour atteindre l'autofinancement. Il n'y aura donc pas de problème pour démarrer la formation et chaque année un bilan financier devra être produit, la participation d'entreprise et une offre en formation continue devrait permettre d'obtenir l'équilibre financier au terme des 4 ans.

Mme WALLISER s'étonne que cette formation soit présentée comme répondant à des besoins nouveaux auxquels aucune formation de l'établissement ne pourrait répondre car elle indique qu'un travail sur le marketing concernant les influenceurs, le luxe et les émotions est déjà mené depuis de nombreuses années au sein de l'IAE. Elle déplore en conséquence qu'aucun rapprochement avec les formations en marketing en place à l'IAE n'ait été envisagé.

M. ATTANASI se déclare ouvert à toutes formes de collaboration avec des formations existantes mais redit que le niveau des étudiants issus de ces formations n'est pas celui proposé par le MSc en ce qui concerne, en particulier, l'analyse des données et que le projet de formation présenté répond à une demande très précise des professionnels du secteur. Mme WALLISER pense qu'il aurait été pertinent de commencer par regarder, en préalable, les formations existantes et craint, au vu de la maquette, que la nouvelle formation entre en concurrence avec celles déjà en place à l'IAE. Elle entend que l'équipe pédagogique du MSc ait une expertise sur la data science mais déplore que la présentation du diplôme soit davantage axée sur le marketing et le luxe, domaines sur lesquels l'IAE est déjà positionnée.

M. AZOULAY indique que suite aux remarques de Mme WALLISER il lui semble indispensable de reporter le vote de ce MSc et de mener au préalable une discussion avec l'IAE afin de revoir la construction de la maquette. Il se dit convaincu que ce MSc a toute sa place dans l'offre de formation de l'établissement et peut exister de manière complémentaire aux formations existantes mais qu'un travail de clarification doit être mené.

Mme WALLISER souligne que préalablement au montage de formations IDEX il est essentiel de procéder à un état des lieux et d'envisager des collaborations au sein d'UCA.

M. ATTANASI répond que le projet n'est pas d'ouvrir une formation en marketing mais qu'il est beaucoup plus large et original car il utilise les méthodes expérimentales, et intègre l'intelligence artificielle avec le marketing, l'analyse économique, la sociologie et la psychologie.

M. AZOULAY conclut en indiquant que le vote est reporté à un prochain conseil afin que le positionnement de la formation en complément à l'offre déjà existante puisse être clarifié.

## **II.2.1- Création des DU « Gestion et Encadrement des Publics / Crowd Management », « Entertainment Centers Design / Communication et Design pour le Divertissement », « Maintenance et sécurité des équipements et des structures de divertissement / Entertainment Centers Maintenance », « Management des Centres de Divertissement / Entertainment Centers Management » et « Video Games »**

M. AZOULAY fait part d'un contexte particulier pour cet ensemble de DU proposé par l'IUT, pour lesquels il n'y a pas eu de rapporteur désigné mais qui vont être présentés par M. Jean-Christophe BOISSE Directeur de l'IUT assisté de chaque porteur de projet dont la présence pourra permettre de répondre aux questions des conseillers sur les 5 formations.

M. BOISSE explique que le montage de ces 5 DU est prévu à Riyad en Arabie Saoudite (cf document joint) dans le cadre d'un plan stratégique de transformation du pays initié en 2016 intitulé « vision 2030 ». Ce plan se décline en 13 programmes gouvernementaux parmi lesquels le programme « quality of life » qui a pour objet une transformation sociétale en développant le sport, le divertissement, l'art et la culture. La France est particulièrement impliquée dans deux projets : « Al Ula » et « Qiddiya » orientés vers le développement du tourisme intérieur et international.

Ce plan gouvernemental se fait en délégation de service public auprès du groupe saoudien « MENA Al Hokair » pour le secteur du divertissement. Ce groupe s'est adressé aux ambassades pour obtenir une offre de formation répondant aux besoins exprimés par leur gouvernement. L'ambassade de France a sollicité des candidatures d'établissements français, UCA et les 140 établissements de l'Académie de Paris (incluant 20 universités) ont proposé leur candidature additionnée. 5 DU créés, sur la base de programmes de DUT adaptés au contexte, sont donc proposés par l'IUT. Certaines de ces formations offrent la possibilité de délivrer des certificats professionnels intermédiaires permettant une progressivité dans l'apprentissage et propose un programme en alternance.

Les 5 DU sont ensuite présentés :

- « Communication et Design pour le Divertissement » (responsable : Marianne DENUELLE)
- « Management des Centres de Divertissement » (responsable : Boualem ALIOUAT)
- « Gestion et Encadrement des Publics » (responsable : Franck DEBOS)
- « Développeur de jeux vidéos » (responsable : Léo DONATI)
- « Maintenance et sécurité des équipements et des structures de divertissement » (responsable : Jérémie BENEL)

M. AZOULAY précise que les enseignants de l'IUT ont à charge le travail de conception et d'accompagnement du programme mais qu'ils n'auront pas vocation à dispenser les cours sur place dans ces DU, lesquels seront assurés par des enseignants formés sur le site et suivis par une équipe pédagogique française qui conçoit les programmes et les examens et en assurera la correction.

M. BOISSE précise aux interrogations de Mme MIGLIACCIO que la cible principale des DU est un public féminin qui jusque-là était exclus de l'activité professionnelle et que les équipes enseignantes seront mixtes.

M. AZOULAY répond à la demande de Mme N'AIT BOUDA que compte tenu du contexte particulier, de l'implication forte de l'ensemble des Département de l'IUT et du nombre de DU il n'a pas été demandé un examen préalable à des rapporteurs.

M. BOISSE rappelle que jusqu'à l'an dernier aucune université étrangère ne pouvait intervenir sur le sol saoudien, mais que désormais une coopération universitaire est possible dans divers domaines où les besoins de formation sont colossaux. Mme SABOURAULT ajoute que ce projet est une première brique de coopération et qu'UCA aura notamment à répondre à une forte demande de l'ambassade dans d'autres domaines concernant notamment l'industrie créative et l'intelligence artificielle au niveau master. Elle précise que ce projet s'inscrit dans une politique plus vaste de formations à développer, également avec des pays africains et dont un des objectifs est de mettre un terme au « brain drain » en formant sur place des étudiants qui traditionnellement venaient poursuivre leurs études en Europe et ne rentraient pas dans leur pays une fois diplômé.

M. AZOULAY répond ensuite à Mme BERTONE qui s'étonne qu'UCA puisse cautionner des formations avec des pays dont la conception des droits de l'homme est aussi éloignée de celle de la France, qu'il s'agit justement de porter les valeurs nationales dans ce type de pays. Mme SABOURAULT confirme que la stratégie de la France est de promouvoir la formation dans ces pays afin de lutter contre l'obscurantisme et de promouvoir les valeurs occidentales.

Mme BERTONE répond qu'il s'agit d'un débat de fond important et que l'Université n'a pas vocation à porter la stratégie affaires étrangères des représentations françaises à l'étranger et que l'établissement peut faire entendre une autre voix que celle des ambassades. Elle pense qu'un prérequis minimum en termes de droits de l'homme devrait être respecté avant d'envisager de coopérer avec certains pays. M. AZOULAY répond que ce type de coopération consiste à apporter une pierre à l'édifice pour plus de démocratie en espérant faire changer les choses dans ce type de société.

M. BOISSE rappelle que la coopération porte exclusivement sur le domaine du divertissement et que des coopérations sont déjà en place avec d'autres pays tels que la Russie, la Malaisie ou le Maroc qui peuvent également faire l'objet de critiques du point de vue du respect des droits de l'homme. Il souligne que la coopération universitaire en Europe ne s'est jamais arrêtée même lorsque certains pays étaient en guerre car les universités portent un idéal universel de grandir les gens par la formation. Il fait part d'un accueil très positif reçu au cours des trois missions qu'il a effectué là-bas, d'un dialogue constructif mis en place et d'une réelle demande de présence française dans une société en pleine mutation.

M. ALIOUAT précise que ces diplômes ont été montés en interaction avec le milieu professionnel et qu'il est ressorti que les parcs d'attraction, qui forment pour l'instant eux-mêmes leurs personnels, sont demandeurs d'une formation spécifique qui n'existe pas jusqu'à présent et souligne donc que le partenariat saoudien constitue une opportunité de lancement de ces DU qui, à terme, pourraient être déployés sur le territoire national ou européen.

Mme SABOURAULT rappelle qu'un des objectifs phare de la formation s'inscrit totalement dans les valeurs portées par la France et consiste à promouvoir l'emploi des jeunes femmes en Arabie Saoudite. Elle ajoute que le rôle d'UCA sera celui de conseil en ingénierie pédagogique et d'assurer le contrôle des diplômes dont la qualité est définie sur le programme pédagogique et les sujets d'examens établis par les enseignants de l'établissement et expertisé par la DEF et validé par le CAC.

M. AZOULAY souligne que le projet contribue à la reconnaissance de l'expertise des enseignants de l'IUT et participe au rayonnement de l'Institut avec l'objectif de déployer ces formations au-delà de la coopération franco-saoudienne.

A la demande de M. CRISTOFARI concernant le retour monétaire sur investissement, Mme SABOURAULT précise qu'un financement partagé avec l'Académie de Paris est prévu pour l'établissement des programmes pédagogiques et la participation à l'ingénierie des formations, les droits d'inscription spécifiques acquittés par les étudiants sont perçus par UCA.

***Le CAC émet un avis défavorable sur les 5 DU présentés avec 24 voix contre, 23 pour et 10 abstentions.***

M. AZOULAY regrette la position prise et les conséquences sur la stratégie de collaboration internationale de l'Etablissement.

### **II.3.- Accès au 1er Cycle (Parcoursup) : capacités d'accueil, attendus locaux, critères généraux d'appréciation**

M. AZOULAY explique que l'ensemble des capacités d'accueil, des attendus locaux et des critères généraux d'appréciation des différentes formations défini et validé par les composantes doit être affiché sur Parcoursup. Il précise qu'afin de maintenir un équilibre global de soutenabilité et de tenir compte des contraintes de tous les acteurs, seules quelques modifications à la marge sont à noter par rapport à l'an dernier.

M. CREMOUX rappelle que Parcoursup est la plateforme sur laquelle les futurs étudiants expriment leurs vœux pour accéder à la première année de Licence. Il ajoute que les licences générales sont non-sélectives mais affichent néanmoins une capacité d'accueil, une commission opérant un classement des différentes candidatures. Les doubles-licences sont quant à elles sélectives et la commission peut, pour ces formations, donner une réponse négative au candidat.

Concernant les changements à noter pour cette année, Il informe que les DUT deviennent des BUT (Bachelors Universitaires de Technologie) avec une formation dispensée sur 3 années, les capacités ont donc été revues pour certaines de ces formations qui n'ont pas souhaité ouvrir l'apprentissage dès la première année.

M. AZOULAY ajoute que compte tenu de cette réforme, en concertation avec la Direction de l'IUT et afin de maintenir un volume horaire constant sur les maquettes, suite au passage à une durée de trois années, le nombre des groupes ouverts a dû faire l'objet d'une réduction.

Mme BATAZZI regrette que cette mesure aille à l'encontre de la demande du Rectorat d'accueillir plus d'étudiants et notamment des étudiants issus des baccalauréats technologiques, elle trouve injuste la fermeture d'un trop grand nombre de groupes au regard de la forte demande existante. M. AZOULAY répond que le signal à envoyer au Rectorat et au Ministère est que ces réformes nécessitent l'octroi de moyens supplémentaires et que l'accueil des étudiants ne peut se faire au détriment de la qualité des enseignements. Il espère qu'in fine, une négociation avec le Rectorat permettra la réouverture d'un certain nombre de groupes. Il précise à la demande de M. CRISTOFARI que les premières années de DUT vont continuer l'année prochaine jusqu'au terme de leur cursus et que seules les premières années concerneront les BUT.

M. CREMOUX fait part d'une autre nouveauté qui réside dans la labélisation d'un « Parcours préparatoire au Professorat des Ecoles » en Lettres qui va générer 35 places de plus ouvertes sur Parcoursup. Il précise que les capacités relatives au cycle préparatoire commun du réseau des Ecoles Polytech ont été indiquées à titre informatif car leur gestion se fait au niveau national par l'AMU.

Concernant les critères généraux d'examens des vœux, il est enfin, à noter qu'un champ plus détaillé avec plusieurs items doit désormais être renseigné cette année.

Concernant les PAS/LAS M. CREMOUX répond à la demande de M. LEGRAND que le nombre de places est resté stable pour LAS et que pour PAS le parcours groupé « sciences et technologie/sciences de la vie » a été scindé en deux cette année avec 70 places pour ST et 140 places pour SV contre 180 l'année dernière pour le parcours global. Il précise à la demande de Mme HERITIER que les chiffres des inscrits datent de début octobre et qu'un nombre important de désinscriptions a été constaté depuis cette date. Mme HERITIER observe que malgré la pression du départ et les listes d'attente importante, ces formations n'ont finalement pas atteint la capacité d'accueil fixée. M. AZOULAY répond qu'il est difficile d'établir une analyse trois mois après la rentrée et indique qu'un bilan en fin d'année permettra d'y voir plus clair mais il pense que, d'une manière générale, les candidats ne s'attendaient pas à un niveau aussi élevé.

***Les capacités d'accueil, attendus locaux, critères généraux d'appréciation présentés sont approuvés avec 34 voix pour, 10 voix contre et 12 abstentions.***

### **II.4.- Modalités relatives à la sélection en master : capacités d'accueil, critères de sélection**

M. AZOULAY attire l'attention des conseillers sur l'importance des points votés et de leur suivi compte tenu des nombreux recours qui sont formulés par les étudiants.

M. CREMOUX rappelle que depuis 3 ans une sélection est possible à l'entrée en master, il convient donc de voter des capacités d'accueil et des critères de sélection. Il précise que toutes les formations de master sont sélectives en 1<sup>ère</sup>

année et qu'une sélection est par ailleurs possible en 2<sup>ème</sup> année mais qu'elle ne peut s'appliquer qu'aux étudiants qui changent d'établissement, de mention de master ou qui candidatent en formation continue. Dans ce cas il conviendra également de définir une capacité d'accueil pour les néo-entrants et les critères de sélection qui s'y rattachent. Deux projets d'arrêtés sont présentés (cf documents joints). Il a été ajouté cette année, un article précisant que les dossiers de candidature sont à déposer par les candidats obligatoirement via la plateforme eCandidat ou via la plateforme MoveIN, afin d'avoir une meilleure traçabilité des candidatures et d'obtenir plus facilement des indicateurs au niveau de l'établissement.

Les articles 5 et 6 ont été ajoutés afin que ne se pose plus le problème de savoir comment traiter les dossiers hors délai ou incomplets et permettre une meilleure gestion des listes d'attente.

M. CREMOUX explique à la demande de M. LEGRAND que lorsque le niveau de langue est facultatif le dossier est considéré comme complet même si aucune pièce justificative sur ce point n'est fournie.

M. AZOULAY confirme à M. RASSE qu'il est possible d'adjointre au dossier des documents spécifiques sous réserve qu'ils aient été votés par le CAC. Il précise que ce sont les services de scolarité qui gèrent la remontée des fichiers et la complétude des dossiers.

M. CREMOUX explique, à la demande de Mme HERITIER, qu'un étudiant titulaire d'une licence a droit de poursuite d'études en master et que dans le cas où il se verrait refuser dans l'ensemble des masters auprès desquels il a candidaté, il peut, soit faire un recours direct auprès de l'établissement, soit effectuer une saisine auprès du Rectorat de Région qui lui demandera de fournir les différents courriers de refus reçus. Si le candidat a reçu un avis favorable sous réserve d'alternance, le Rectorat ne considérera pas l'avis comme un refus. Un problème se pose pour les candidats qui reçoivent de l'établissement un avis défavorable leur précisant qu'ils sont placés en liste d'attente, et à qui le Rectorat demande d'attendre une réponse définitive alors que l'Université considère cette réponse comme définitive. Une discussion sur ce point doit donc se poursuivre avec le Rectorat.

***Les capacités d'accueil et critères de sélection présentés sont approuvés avec 39 voix pour, 1 voix contre et 11 abstentions.***

### **III.- Vie Universitaire**

#### **III.5.- Examen des propositions de la commission Initiatives Etudiantes du 10 décembre 2020**

Mme WATINE présente les projets (cf document joint).

Elle indique que seuls deux dossiers ont été remontés, ce très faible nombre s'explique d'une part, par le fait la commission se réunit désormais régulièrement de manière bimestrielle et d'autre part, par la situation sanitaire qui a provoqué l'annulation de toutes les activités évenementielles des associations étudiantes. Ces dernières ont donc dû faire preuve de volonté, d'imagination et de dynamisme et se reconvertir vers des activités en ligne (conférence, débat, jeux) et des activités de parrainage et de soutien social.

Les deux projets présentés n'ont malheureusement pu être retenus car il s'agissait de projets de filière concernant pour l'un, une cérémonie de remise de diplômes et pour l'autre une remise de masques (l'université fournit des masques mais ne peut prendre à sa charge les frais de logo et de communication pour une filière en particulier). Mme WATINE précise que cette décision a été prise à l'unanimité des membres de la commission.

***Les propositions de la commission Initiatives Etudiantes sont approuvés avec 55 voix pour et 1 abstention.***

### **IV.- Recherche**

Tout d'abord, M. Noël DIMARCQ rappelle que la partie Recherche de cette séance du Conseil Académique est exclusivement réservée aux membres élus et demande aux invité-e-s de se déconnecter de la salle virtuelle.

#### **IV.6.- Point d'information sur le groupe de travail « Règlement Intérieur »**

Avant l'étude des points à l'ordre du jour, M. Noël DIMARCQ souhaite informer les Conseillers sur la mise en place du groupe de travail sur le règlement intérieur (RI4).

Il sera demandé à ce groupe de travail de contribuer à l'élaboration de la dernière partie du règlement intérieur de l'établissement afférant à différents sujets, notamment :

- La lutte contre les discriminations
- Le harcèlement
- L'égalité femmes / hommes
- La liberté d'expression et de réunion
- L'hygiène et la sécurité
- L'accès aux locaux
- L'accès des usagers aux services d'UCA

Il sera composé de personnels ingénieurs, administratifs, techniques, sociaux et de santé et des bibliothèques (BIATSS) du comité technique, d'étudiants du Conseil Etudiant et de 5 Enseignants Chercheurs du Conseil Académique (CAc).

M. Noël DIMARCQ remercie les deux conseillers (Mme Samira DE MARIA et M. Olivier LEGRAND) qui se sont déjà portés volontaires pour cet exercice. De ce fait, trois membres du CAc peuvent encore rejoindre ce groupe de travail.

Il rappelle aux conseillers que les réunions du groupe de travail débuteront au début du mois de Janvier 2021 et précise qu'il est important que la diversité des domaines scientifiques et des statuts de personnel soit convenablement représentée au sein de ce groupe de travail.

Suite à l'appel à candidature de M. Noël DIMARCQ, Mme Camille Héritier propose sa candidature en séance pour ce groupe de travail.

#### **IV.7.- Point d'information sur l'appel à Candidature à participer à la Commission « Culture Scientifique et Technique »**

Suite à la présentation sur la diffusion de la « Culture Scientifique et Technique » de Mme Anne Sophie COLDEFY (Chargée de mission « Culture Scientifique et Technique » à UCA) lors du Conseil Académique Plénier du 3 Novembre 2020, M. Noël DIMARCQ souhaite rappeler qu'un appel à Candidature pour participer à la Commission « Culture Scientifique et Technique » a été lancé par mail le 2 Décembre 2020.

M. Noël DIMARCQ remercie chaleureusement les membres du CAc qui se sont portés volontaires pour participer à cette commission :

- M. Franck BORGESE
- Mme Carole GWIZDEK
- Mme Nathalie VAN DE WIELE
- M. Arnaud ZUCKER

Il rappelle que la diffusion de la Culture Scientifique est une mission très importante d'Université Côte d'Azur (UCA) et de l'enseignement supérieur et de la recherche qui permet notamment de combattre l'obscurantisme.

Cette commission se réunira à la fin du mois de Janvier pour étudier les projets soumis à l'appel à projet de diffusion de la « Culture Scientifique et Technique » (CSTI) lancé dans le courant du mois de Décembre 2020. Elle se réunira également à la fin de l'année universitaire pour examiner la stratégie CSTI de l'établissement.

M. Noël DIMARCQ invite d'autres Conseiller·ère·s intéressé·e·s à lui envoyer un courriel ou à M. Stéphane AZOULAY afin de proposer leur candidature avant le début du mois de Janvier.

#### **III.8.- Décisions CSI 2021 - 3 Volets (Colloque, Équipement, Recherche)**

#### **Annexe « Tableau de suivi CSI Volet Colloque Classement »**

*Conseil Académique n°16 du 18 décembre 2020*

## **Annexe « Tableau de suivi CSI Volet Équipement Classement »**

## **Annexe « Tableau de suivi CSI Volet Recherche Classement »**

M. Noël DIMARCQ précise que le budget de l'Etablissement, dont celui de la Recherche, a été validé par le Conseil d'Administration le 17 Décembre 2020.

La séance du 18 Décembre 2020 consiste à adopter la répartition des moyens destinés à la recherche et donc de se prononcer sur la répartition de l'enveloppe CSI et de l'enveloppe des dotations UCA destinée aux différentes structures de recherche.

Suite à l'étude et au classement des demandes effectuées sur les différents volets lors des séances du Cac du 24 Novembre 2020 (Volet « Colloque ») et du 8 Décembre 2020 (Volets « Équipement » et « Recherche »), il présente l'historique des différents volets CSI en intégrant la proposition des projets à soutenir pour l'année 2021.

### **Volet Colloque**

<b>Évolution du soutien CSI Colloque</b>					
<b>Année</b>	<b>Demandes</b>	<b>CSI sollicités</b>	<b>Dossiers soutenus</b>	<b>% de soutien</b>	<b>Montant CSI Colloque</b>
2018	32	108 206,90 €	17	53,13%	38 070,00 €
2019	44	140 963,78 €	18	40,91%	41 100,00 €
2020	46	131 960,00 €	23	50,00%	44 300,00 €
<b>2021</b>	<b>33</b>	<b>111 375,00 €</b>	<b>22</b>	<b>66,67%</b>	<b>43 000,00 €</b>

Pour l'année 2021, il est à noter un pourcentage plus élevé de soutien des demandes (environ 2/3 des demandes du « volet colloque » ont obtenu un financement).

Cela est notamment dû une pression moins importante, mais également à la reprogrammation de manifestations de 2020 sur l'année 2021 impactées par la crise sanitaire.

M. Noël DIMARCQ indique que les financements ont été attribués sur la base d'un forfait allant de 1000€ à 2500€ et affiche la liste des projets financés pour le « volet Colloque ». (Cf. Annexe « Tableau de suivi CSI volet Colloque Classement »)

### **Volet Équipement**

M. Noël DIMARCQ présente une rétrospective du soutien CSI entre l'année 2018 et l'année 2020 pour le « volet Équipement » incluant la proposition des projets à soutenir sur l'année 2021.

Pour le volet équipement, il met en exergue un taux de soutien exceptionnel des demandes pour 2021, avec la moitié des demandes CSI soumises recevant un financement. Ceci a été permis grâce à l'abondement de l'enveloppe CSI-Equipement par une partie des revenus exceptionnels de Propriété Intellectuelle reçus par l'Université Côté d'Azur.

M. Noël DIMARCQ affiche les projets retenus pour le « volet Equipement » (cf. annexe Tableau de suivi CSI volet Équipement Classement).



Évolution du soutien CSI Équipement					
Année	Demandes	CSI sollicités	Dossiers soutenus	% de soutien	Montant CSI Équipement
2018	17	412 145,00 €	4	23,53%	40 000,00 €
2019	10	233 263,00 €	3	30,00%	38 348,00 €
2020	11	228 380,00 €	2	18,18%	39 599,00 €
<b>2021</b>	<b>10</b>	<b>182 885,00 €</b>	<b>5</b>	<b>50,00%</b>	<b>79 000,00 €</b>

#### Volet Recherche

M. Noël DIMARCQ présente ensuite une rétrospective du soutien CSI entre l'année 2018 et l'année 2020 pour le « volet Recherche » incluant la proposition des projets à soutenir sur l'année 2021.

Évolution du soutien CSI Recherche					
Année	Demandes	CSI sollicités	Dossiers soutenus	% de soutien dossiers	Montant CSI Recherche
2018	29	352 475,00 €	19	65,52%	169 735,00 €
2019	38	400 930,00 €	18	47,37%	170 069,00 €
2020	49	507 715,00 €	21	42,86%	166 669,00 €
<b>2021</b>	<b>39</b>	<b>485 958,65 €</b>	<b>23</b>	<b>58,97%</b>	<b>225 300,00 €</b>

Pour le « volet Recherche », l'abondement de crédit a également permis d'augmenter le taux de soutien des demandes.

M. Noël DIMARCQ affiche également les projets retenus pour le « volet recherche » (cf. Annexe « Tableau de suivi CSI Volet Recherche Classement »).

Suite à la présentation des classements effectués lors des séances du Cac du 24 Novembre 2020 et du 8 Décembre 2020, M. Noël DIMARCQ propose de passer au vote pour valider les montants attribués sur les 3 volets des Crédits Scientifiques Incitatifs (« Colloque », Équipement » et « Recherche »).

**Le Conseil Académique approuve à l'unanimité les subventions attribuées aux projets au titre de l'appel à projet CSI 2021.**

#### **III.9.- Décisions Dotations 2021**

##### **Annexe « CAC Budget Recherche Labo 2021 »**

M. Noël DIMARCQ présente un historique des dotations UCA versées aux structures de Recherche depuis l'année 2017. Il remercie le service Recherche pour l'élaboration de la synthèse effectuée sur ce point.

Il indique que, depuis la présentation du budget initial 2021 par Mme Magali MAILLAND, Responsable Administrative du Service Recherche, lors de la séance du Cac Plénier du 20 Octobre 2020, l'enveloppe dédiée à la Recherche a depuis été validée par le conseil d'administration du 17 Décembre 2020.

#### SYNTHESE

Types de structures	Subvention 2017	Subvention 2018	Subvention 2019	Subvention 2020	Subvention 2021
UPR et UMR	3 013 309,32	2 981 356,09	3 036 644,51	3 043 839,52	3 026 680,00
Structures et Actions Fédératives	99 000,00	114 150,00	123 800,00	123 800,00	165 800,00
LIA UMI	92 000,00	70 550,00	60 000,00	70 000,00	90 000,00
Plateformes et services	185 000,00	175 350,00	177 000,00	157 000,00	162 000,00
<b>TOTAL</b>	<b>3 389 309,32 €</b>	<b>3 341 406,09</b>	<b>3 397 444,51</b>	<b>3 394 639,52</b>	<b>3 444 480,00</b>

Il précise également que sur un budget total de 4,2 Millions d'Euros, 3,8 Millions d'euros sont consacrés aux dotations et aux Crédits Scientifiques Incitatifs (CSI). Comme précisé dans le point III.8, ces derniers profitent cette année d'un abondement exceptionnel de 100 000€ issus des revenus de propriété intellectuelle perçus par l'établissement sur l'exercice précédent.

Noël DIMARCQ insiste sur le fait que ces revenus sont exceptionnels et de ce fait non pérennes. En effet les actions soutenues par les revenus relatifs à la propriété intellectuelle font l'objet d'un arbitrage annuel et ne seront pas systématiquement déployés sur le dispositif CSI. Dans ce cadre, une réflexion sur le modèle d'utilisation de ce type de revenus a été engagée au niveau de l'Établissement.

M. Noël DIMARCQ insiste sur le fait que la masse salariale représente une partie importante de la contribution d'UCA pour le domaine recherche, avec environ une enveloppe de 70 millions d'euros par an.

L'enveloppe globale des dotations a été augmentée de 50 000 € par rapport à l'année 2020, ce qui correspond à la création de plusieurs structures (UR2CA, IFRRM, LIA ROPSE, etc.) et de l'établissement d'un plancher des dotations à 5000€.

- Pour les dotations aux UPR et au UMR (cf. Annexe « CAC Budget Recherche Labo 2021 »)

M. Noël DIMARCQ précise que les dotations ont été reconduites quasiment à l'identique. Il est à noter plusieurs évolutions par rapport à 2020 :

- création début 2020 de la nouvelle Unité de Recherche Clinique Côte d'Azur (UR2CA / UPRCA 01) ;
- établissement d'un plancher des dotations à 5000€ ;
- redirection des crédits de l'axe interdisciplinaire « Modélisation théorique et computationnelle en neurosciences et sciences cognitives » (NEUROMOD) du Laboratoire Jean Alexandre Dieudonné (LJAD - UMR 7351) directement à l'institut NEUROMOD (ces crédits apparaissent dorénavant dans la partie Structures Fédératives du budget).

Il est également précisé par M. Noël DIMARCQ concernant la participation aux différents Pôles de compétitivité, groupement, etc. qu'un tiers de ces cotisations est pris en charge par les laboratoires et deux tiers par UCA.

- Pour les dotations aux structures et actions fédératives (cf. Annexe « CAC Budget Recherche Labo 2021 »)

M. Noël DIMARCQ indique que les dotations ont été reconduites quasiment à l'identique.

Il rappelle la création par l'établissement en 2020 de l'Institut fédératif Ressources Marines (IFRRM) visant à structurer la recherche entre les différentes disciplines dans ce domaine au sein d'Université Côte d'Azur.

D'autre part, comme vu précédemment, la dotation à l'Institut NEUROMOD apparaît dorénavant dans la partie Structures et Actions Fédératives des dotations.

Il est à noter que l'Institut Fédératif de Recherche INTERACTIONS est désormais intégré à l'EUR LEX. Il continuera d'être soutenu au vu de son importance dans les échanges « inter structures », dans l'identification de nouvelles idées et de

sujets émergents.

- Pour les Laboratoire internationaux associés (LIA) et les Unités Mixtes Internationales (UMI) (cf. Annexe « CAC Budget Recherche Labo 2021 »)

M. Noël DIMARCQ indique que les dotations pour les LIA et les UMI ont été reconduites à l'identique car elles sont déterminées par des conventions/contrats avec les établissements partenaires.

Il est à remarquer la création de deux nouvelles structures en 2020 :

- Le LIA ROPSE dont l'objectif est de structurer les collaborations entre le Centre Scientifique de Monaco (CSM) et Université Côte d'Azur. Le LIA ROPSE crée et développe des synergies communes en recherche, innovation et enseignement autour de la thématique de la « Réponse des organismes et populations face au stress environnemental ».
  - L'UMI LAVAL autour de la création artistique comme outil d'investigation sociale et sociétale, avec une attention particulière portée à des sujets actuels, aux approches transdisciplinaires et multi-arts et aux nouvelles opportunités techniques et méthodologiques offertes par la technologie et les sciences appliquées.
- Pour les plateformes et services (cf. Annexe « CAC Budget Recherche Labo 2021 »)

Les dotations sont reconduites à l'identique excepté un abondement de 5000 € pour le SCD correspondant à l'abonnement ORCID (<https://orcid.org/>) qui était déjà positionné sur le budget recherche mais auparavant pris en charge par le service Recherche.

Suite à l'exposé détaillé des dotations, M. Noël DIMARCQ donne la parole aux Conseiller·ère-s.

*Une conseillère s'interroge sur la possibilité d'évolution des dotations des UMI*

M. Noël DIMARCQ précise que les montants attribués aux UMI sont fixés par convention et ne sont pas modifiables pendant la durée du contrat. L'augmentation du budget des LIA et UMI est due cette année à la création de deux structures (LIA ROPSE et UMI LAVAL). Les montants des dotations ne peuvent être modifiés qu'au moment du renouvellement des structures.

Mme Johanna ZERMATI indique également que les montants fixés pour les dotations des LIA et des UMI sont validés en amont par le Conseil Académique lors de la création ou du renouvellement de ces structures.

*Un conseiller s'interroge sur l'enveloppe définie pour les allocations aux structures de recherche et quels sont les critères pour juger de son évolution.*

M. Noël DIMARCQ indique que le Ministère donne un budget à UCA et l'établissement décide du montant du budget alloué à la recherche, incluant les dotations aux unités de recherche.

Le critère principal est le nombre d'enseignants chercheurs dans les unités. L'utilisation de la dotation n'est pas la même selon les domaines et les types de recherche.

En 2021, une analyse approfondie des dotations sera effectuée avec les directeurs et directrices des unités pour valider les équilibres au sein des domaines scientifiques et entre les unités de recherche. Les résultats de cette analyse seront présentés au CAC, ainsi que des propositions éventuelles d'évolution si besoin.

*Un conseiller s'interroge sur les dotations attribuées aux laboratoires de l'EUR CREATES*

M. Noël DIMARCQ indique que les montants ont été arrondis, effectivement à la baisse. Mais il n'y a aucune volonté de baisser les crédits alloués spécifiquement aux unités de recherche de sciences humaines et sociales.

*Conseil Académique n°16 du 18 décembre 2020*

*Le Conseiller suggère de prendre en compte comme critère le nombre de doctorants de chaque unité pour l'attribution des dotations. Il avance l'argument que les unités prennent en charge leur déplacements ainsi que ceux des enseignants chercheurs et leurs frais de participation à des colloques.*

M. Noël DIMARCQ insiste sur la volonté d'analyse de l'utilisation des dotations avec les directeurs et directrices d'unités pour améliorer le modèle d'attribution et le rôle déterminant de la dotation pour chaque structure. Il existe une réelle disparité entre les unités de recherche par rapport aux contrats de recherche permettant de couvrir l'environnement de thèse.

M. Noël DIMARCQ indique également qu'il serait intéressant d'analyser les besoins pour les personnels des bibliothèques, ingénieurs, administratifs, techniques, sociaux et de santé (BIATSS). Les personnels techniques ou administratifs ont eux aussi parfois besoin de faire des missions et des formations.

Il indique également que certaines Universités indexent les montants des dotations aux unités au taux d'articles n'affichant pas leur établissement dans les affiliations des auteurs. Dans le cadre d'Université Côte d'Azur, ces citations ont un impact direct sur le classement de l'université à l'international. Même si la situation s'est améliorée, les unités doivent être vigilantes à ce que l'ensemble de leurs publications en 2021 mentionnent explicitement Université Côte d'Azur.

*Une conseillère rejoint le conseiller sur ses interrogations concernant les dotations aux laboratoires de Sciences Humaines et Sociales. Elle insiste sur le fait qu'une baisse même minime sur une dotation constitue une part non négligeable des moyens d'action de l'unité.*

M. Noël DIMARCQ rappelle que la dotation d'UCA ne peut à priori pas couvrir la totalité des dépenses de l'unité. Il suggère que les unités qui ont des conventions de recherche prélèvent un pourcentage de ces contrats - lorsque cela est réglementairement faisable - pour le fonctionnement et l'animation scientifique de leur unité.

Il ajoute également que le budget recherche 2021 a été préservé malgré les dépenses inhérentes à la crise sanitaire qui ont été prise en charge en quasi-totalité par l'Établissement.

*Un conseiller souhaite ajouter quelques éléments concernant les unités de recherche dans le domaine des lettres et en langues.*

Il cite la situation dans laquelle se trouve des unités non UMR dans le domaine des lettres et en langues qui selon lui est d'autant plus compliquée. Les opportunités et la culture de contrat avec la société civile et les entreprises y est beaucoup moins établie. D'autre part, les variations de budget à la baisse pour ces unités peuvent s'avérer très problématique, même si elles sont minimales. Le conseiller est en accord avec le fait de chercher d'autres ressources que les subventions de l'université.

M. Noël DIMARCQ, confirme qu'il est conscient des problématiques budgétaires associées à ces unités. Il précise qu'il connaît d'autant mieux ces difficultés qu'il a été lui-même dirigé une unité de recherche ayant une équipe d'histoire et philosophie des sciences en son sein. Il sera vigilant à ce qu'un manque de crédits dû à un arrondi défavorable de la dotation 2021 ne mette pas en péril une activité importante de l'unité concernée. Une analyse approfondie du type de recherche, du domaine et des montants nécessaires à chaque unité seront évalués en collaboration avec les directeurs d'unité durant l'année 2021.

Il indique la nécessité d'obtenir des crédits pour le laboratoire en dehors des dotations. Il reste conscient des difficultés à répondre à des appels à projet pour certains domaines de recherche et renouvelle sa volonté d'analyser avec les directeurs et directrices d'unité les différents critères pour l'attribution des dotations.

Suite aux débats, M. Noël DIMARCQ propose de passer au vote pour adopter les montants relatifs aux dotations des Unité Propre de Recherche et Unités Mixte de Recherche (UPR/UMR), Structures et action Fédératives, Laboratoires Internationaux Associés et Unités Mixtes Internationales (LIA et UMI) ainsi que les Plateformes et Services pour l'année 2021.

*Conseil Académique n°16 du 18 décembre 2020*

***Le conseil académique approuve les dotations des UPR/UMR, Structures et action Fédératives, LIA et UMI, Plateformes et Services pour l'année 2021. (1 voix contre et 3 abstentions)***

M. Noël DIMARCQ remercie les conseillers et leur souhaite de bonnes fêtes de fin d'année. Il rappelle que le prochain Conseil Académique se tiendra le 12 Janvier 2021.

Pour le Président d'Université Côte d'Azur  
Le Vice-Président Recherche et Innovation



Noël DIMARCQ